

# Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Canton de Harrington | 76065 |

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Steve Deschênes, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Canton de Harrington pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature

Date 16 juin 2025

# Table des matières

## États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

## Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité du Canton de Harrington

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité du Canton de Harrington (la « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité du Canton de Harrington au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité du Canton de Harrington inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.

Saint-Jérôme, le 16 juin 2025

Par CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A130780

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
	<b>2024</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	2 668 674	2 682 967
Compensations tenant lieu de taxes	2	65 332	65 260
Quotes-parts	3		
Transferts	4	507 027	3 363 227
Services rendus	5	15 595	11 831
Imposition de droits	6	134 000	223 279
Amendes et pénalités	7	3 000	1 061
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	116 630	127 032
Autres revenus	10	7 000	42 898
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	3 517 258	6 517 555
			4 296 264
<b>Charges</b>			
Administration générale	14	1 133 239	1 117 310
Sécurité publique	15	518 744	460 471
Transport	16	1 335 180	1 479 064
Hygiène du milieu	17	375 634	409 939
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	376 114	331 008
Loisirs et culture	20	58 518	54 409
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	113 651	93 532
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	3 911 080	3 945 733
	25	(393 822)	2 571 822
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>			3 926 668
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26		10 516 024
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		10 146 428
Solde redressé	28		10 516 024
<b>Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice</b>	29		10 516 024
		13 087 846	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 171 253
Débiteurs (note 5)	2	3 406 794
Prêts (note 6)	3	3 602 605
Placements de portefeuille (note 7)	4	4
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	5
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	6
Autres actifs financiers (note 8)	7	7
	8	5 578 047
		5 201 205
<b>PASSIFS</b>		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	9
Emprunts temporaires (note 9)	10	10
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	469 821
Revenus reportés (note 11)	12	2 228 199
Dette à long terme (note 12)	13	2 744 900
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	14
Autres passifs (note 14)	15	15
	16	5 442 920
		3 654 320
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	<b>17</b>	<b>135 127</b>
		1 546 885
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations corporelles (note 15)	18	12 908 155
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	8 933 603
Stocks de fournitures	20	7 176
Actifs incorporels achetés (note 17)	21	3 593
Autres actifs non financiers (note 18)	22	37 388
	23	12 952 719
		8 969 139
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	<b>24</b>	<b>13 087 846</b>
		10 516 024
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :		
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	13 087 846
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	26
	27	13 087 846
		10 516 024
Obligations contractuelles (note 19)		
Droits contractuels (note 20)		
Passifs éventuels (note 21)		
Actifs éventuels (note 22)		

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	<b>1</b>	<b>(393 822)</b>	<b>2 571 822</b>
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2	( )	4 481 142)
Produit de cession	3	10 238	1 011 699)
Amortissement	4	493 191	411 962
(Gain) perte sur cession	5	3 161	
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(3 974 552)	(599 737)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	(3 583)	2 751
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(5 445)	
	13	(9 028)	2 751
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	<b>16</b>	<b>(393 822)</b>	<b>(1 411 758)</b>
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17		1 546 885
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		1 774 275
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20		1 546 885
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	<b>21</b>		<b>135 127</b>
			1 546 885

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - Conversion des devises.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 571 822	369 596
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	493 191	411 962
Autres			
▪ Perte sur cession d'immobilisation	3.1	3 161	
	4	3 068 174	781 558
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	195 811	(148 701)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	28 258	37 233
Revenus reportés	8	2 093 942	(20 223)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(3 583)	2 751
Autres actifs non financiers	12	(5 445)	
	13	5 377 157	652 618
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	( 4 481 142)	( 1 011 699)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	10 238	
	18	( 4 470 904)	( 1 011 699)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	( )	( )
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	( )	( )
Cession	22		
	23		
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	( 333 600)	( 330 200)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	( 333 600)	( 330 200)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	572 653	( 689 281)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 598 600	2 287 881
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 598 600	2 287 881
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	34	2 171 253	1 598 600

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La municipalité du Canton de Harrington est constituée en vertu du code municipal du Québec.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariats**

S.O.

**a) Périmètre comptable**

S.O.

**b) Partenariats**

S.O.

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la Municipalité, conformément aux normes comptables pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des revenus et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Les principales estimations portent sur la provision pour créances douteuses, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

**C) Actifs financiers**

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

**Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**D) Passifs**

**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

**Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

**E) Actifs non financiers**

La Municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financier étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

**Immobilisations**

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules lourds	20 ans
Autres véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**F) Revenus**

Les revenus sont constatées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateurs;
- Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes sont constatées lorsque la Municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'il s'agit d'une opération ou d'un évènement passé qui est à l'origine d'un actif;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à la créance.
- Les transferts sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'exercice au cours de laquelle ils sont autorisés par le céder et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**G) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

**I) Instruments financiers**

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts, les créateurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

**J) Autres éléments**

**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Actifs éventuels**

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

**Passifs éventuels**

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

**3. Modification de méthodes comptables**

**Adoption initiale - Chapitre SP 3400 - Revenus**

Au 1er janvier 2024, la Municipalité a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Municipalité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'il relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la Municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

**Adoption initiale - Chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé**

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par la Municipalité sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Municipalité en obtient le contrôle. L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Municipalité ne détient pas de partenariats public-privé.

**Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences de la note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif. Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Municipalité puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 171 253
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	1 598 600
Autres éléments	3.1	1 598 600
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 171 253
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>6</b>	<b>2 171 253</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	464 984
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	518 994

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**5. Débiteurs**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
Taxes municipales	9	270 215	246 262
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 794 195	2 807 350
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	132 493	446 696
Organismes municipaux	13	11 944	13 024
Autres			
▪ Droit de mutation	14.1	155 462	82 060
▪ Autres	14.2	42 485	7 213
	15	3 406 794	3 602 605
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 934 972	2 150 252
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 934 972	2 150 252
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	55 634	40 015
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 080 654	1 306 527
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	84 107	16 997
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 193 550	1 370 778
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	435 884	113 048
	27	2 794 195	2 807 350

**Note**

**6. Prêts**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**7. Placements de portefeuille**

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

**Note****8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

**Note****9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'un marge de crédit d'un montant maximum de 600 000 \$, la marge est renouvelable automatiquement à chaque année et reste en vigueur jusqu'à avis contraire par la Municipalité et porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière (4.95%). Au 31 décembre 2024, la marge n'était pas utilisée.

**10. Créditeurs et charges à payer**

	2024	2023
Fournisseurs	43	235 746
Salaires et avantages sociaux	44	21 280
Dépôts et retenues de garantie	45	175 299
Provision pour contestations d'évaluation	46	6 909
Autres		
▪ Intérêts à payer	47.1	37 480
▪ Autres	47.2	16
	48	469 821
		441 563

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**11. Revenus reportés**

	2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	29 510
Transferts		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	
Accès entreprise Québec	52	
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53	
Autres		
▪ Programme d'aide à la voirie locale	54.1	2 076 274
▪ Fonds régions et ruralité - Volet 4	54.2	5 150
▪ Autres	54.3	16 500
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	100 765
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	
Société québécoise d'assainissement des eaux	58	
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	
Autres contributions des promoteurs	60	
Fonds de redevances réglementaires	61	
Autres		
▪	62.1	
	63	2 228 199
		134 257

**Note**

**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance		2024	2023
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,53	4,75	2024	2029	64	2 744 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					65	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66	
Organismes municipaux					67	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68	
Autres					69	
					70	2 744 900
						3 078 500
Frais reportés liés à la dette à long terme	71	(			(	)
					72	2 744 900
						3 078 500

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets	Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	
2025	73		1 482 300	1 482 300
2026	74		217 400	217 400
2027	75		603 900	603 900
2028	76		410 600	410 600
2029	77		30 700	30 700
2030 et plus	78			
	79		2 744 900	2 744 900
Intérêts et frais accessoires	80		( )	( )
	81		2 744 900	2 744 900

**Note**

**13. Avantages sociaux futurs**

		2024	2023
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées		82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées		83	
		84	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées		85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées		86	
Régimes à cotisations déterminées		87	
Autres régimes (REER et autres)		88	52 616
Régimes de retraite des élus municipaux		89	4 664
		90	57 280
			57 032

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
-	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	( )
Charge de désactualisation <sup>1</sup>	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**15. Immobilisations corporelles**

	<b>Solde au début</b>	<b>Addition</b>	<b>Cession / Ajustement</b>	<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>				
Infrastructures				
Eau potable	101			
Eaux usées	102			
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	7 009 348	56 693	7 066 041
Autres				
▪ Parcs et panneaux d'affichage	104.1	100 012		100 012
Réseau d'électricité	105			
Bâtiments	106	3 025 589		3 025 589
Améliorations locatives	107			
Véhicules	108	1 266 502	702 919	1 901 260
Ameublement et équipement de bureau	109	212 971		212 971
Machinerie, outillage et équipement divers	110	604 420	81 320	685 740
Terrains	111	207 490		207 490
Autres	112			
	113	12 426 332	840 932	13 199 103
Immobilisations en cours	114	691 935	3 640 210	1
	115	13 118 267	4 481 142	68 162
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>				
Infrastructures				
Eau potable	116			
Eaux usées	117			
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	1 822 561	247 846	(1)
Autres				
▪ Parcs et panneaux d'affichage	119.1	73 450	4 402	77 852
Réseau d'électricité	120			
Bâtiments	121	987 533	75 640	1 063 173
Améliorations locatives	122			
Véhicules	123	667 009	111 144	54 765
Ameublement et équipement de bureau	124	131 940	21 275	153 215
Machinerie, outillage et équipement divers	125	502 171	32 884	(1)
Autres	126			
	127	4 184 664	493 191	54 763
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	<b>128</b>	<b>8 933 603</b>		<b>12 908 155</b>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles				
Coût	129			
Amortissement cumulé	130 (		) (	) (
Valeur comptable nette	131			

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**16. Propriétés destinées à la revente**

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste		
« Propriétés destinées à la revente »	137	

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>				
▪	138.1			
	139			
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>				
▪	140.1			
	141			
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	142			

**Note****18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	143.1	34 758
▪ Immatriculation	143.2	2 630
Autres		
▪	144.1	
	145	37 388
		31 943

**Note****19. Obligations contractuelles**

L'engagement de la Municipalité en vertu de contrats de déneigement, de location d'équipements et autres engagements s'élève à 830 943 \$ au 31 décembre 2024. La Municipalité s'est engagé à payer les sommes suivantes au cours des prochains exercices :

2025: 519 339 \$

2026: 311 603 \$

**20. Droits contractuels**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**21. Passifs éventuels**

**A) Cautionnements et garanties**

<b>Description</b>	<b>Montant initial des cautions</b>	<b>Solde des cautionnements</b>	
		<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Emprunts temporaires</b>			
▪	146.1		
	147		
<b>Dettes à long terme</b>			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

**B) Auto-assurance**

S.O.

**C) Poursuites**

S.O.

**D) Autres**

S.O.

**22. Actifs éventuels**

S.O.

**23. Éléments sans effet sur la trésorerie**

S.O.

**24. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**25. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dettes nettes) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Municipalité.

**26. Instruments financiers**

**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

**Risque de crédit**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

**Débiteurs**

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	42 485 \$	7 213 \$

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

**2024**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	<b>Moins d'un an</b>	<b>De 1 à 3 ans</b>	<b>De 4 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>
Emprunts	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	257 042 \$	–	–	–	257 042 \$
Intérêts courus à payer	38 549 \$	–	–	–	38 549 \$
Dettes	1 482 300 \$	821 300 \$	441 300 \$	–	2 744 900 \$
<b>Total</b>	<b>1 777 891 \$</b>	<b>821 300 \$</b>	<b>441 300 \$</b>	<b>–</b>	<b>3 040 491 \$</b>

**2023**

	<b>Moins d'un an</b>	<b>De 1 à 3 ans</b>	<b>De 4 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>
Emprunts	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	396 105 \$	–	–	–	396 105 \$
Intérêts courus à payer	38 549 \$	–	–	–	38 549 \$
Dettes	473 100 \$	1 648 000 \$	957 400 \$	–	3 078 500 \$
<b>Total</b>	<b>907 754 \$</b>	<b>2 224 100 \$</b>	<b>381 300 \$</b>	<b>–</b>	<b>3 513 154 \$</b>

**Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée à ces risques.

**Risque de taux d'intérêt**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

<b>31 décembre 2024</b>			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	2 171 253 \$	2 171 253 \$
Passifs financiers			
Emprunts	–	–	–
Dettes	2 744 900 \$	–	2 744 900 \$

<b>31 décembre 2023</b>			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	1 598 600 \$	1 598 600 \$
Passifs financiers			
Emprunts	–	–	–
Dettes	3 078 500 \$	–	3 078 500 \$

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
<b>Revenus</b>					
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	1	2 668 674	2 682 967		2 682 967
Compensations tenant lieu de taxes	2	65 332	65 260		65 260
Quotes-parts	3				
Transferts	4	507 027	630 314		630 314
Services rendus	5	15 595	11 831		11 831
Imposition de droits	6	134 000	223 279		223 279
Amendes et pénalités	7	3 000	1 061		1 061
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	116 630	127 032		127 032
Autres revenus	10	7 000	42 898		42 898
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12	3 517 258	3 784 642		3 784 642
<b>Investissement</b>					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15		2 732 913		2 732 913
Imposition de droits	16				
Autres revenus					
Contributions des promoteurs	17				
Autres	18				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19				
Effet net des opérations de restructuration	20				
	21		2 732 913		2 732 913
	22	3 517 258	6 517 555		6 517 555
<b>Charges</b>					
Administration générale	23	1 133 239	1 064 008	53 302	1 117 310
Sécurité publique	24	518 744	415 414	45 057	460 471
Transport	25	1 335 180	1 125 028	354 036	1 479 064
Hygiène du milieu	26	375 634	387 212	22 727	409 939
Santé et bien-être	27				
Aménagement, urbanisme et développement	28	376 114	315 758	15 250	331 008
Loisirs et culture	29	58 518	51 590	2 819	54 409
Réseau d'électricité	30				
Frais de financement	31	113 651	93 532		93 532
Effet net des opérations de restructuration	32				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		493 191 (	493 191)	
	34	3 911 080	3 945 733		3 945 733
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	35	(393 822)	2 571 822		2 571 822
					369 596

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024		2023
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	1	(393 822)	2 571 822
Moins : revenus d'investissement	2	( )	2 732 913)(
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(393 822)	(161 091)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (dédire)</i>			
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>			
Amortissement	4	493 191	411 962
Produit de cession	5	10 238	
(Gain) perte sur cession	6	3 161	
Réduction de valeur / Reclassement	7		
	8	506 590	411 962
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Coût des propriétés vendues	9		
Réduction de valeur / Reclassement	10		
	11		
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Remboursement ou produit de cession	12		
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13		
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		
	15		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		
Remboursement de la dette à long terme	17	( 104 520)(	115 770)(
	18	(104 520)	(115 770)
			(118 359)
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	19	( 182 100)(	1 022 557)(
Excédent (déficit) accumulé			195 060)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		
Excédent de fonctionnement affecté	21	680 442	680 442
Réserves financières et fonds réservés	22		(6 250)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(6 250)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24		
	25	498 342	(348 365)
	26	393 822	42 455
			772 293)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		(118 636)
			416 596)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	2 732 913
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>		
<i>Ajouter (dédire)</i>		
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles		
Administration générale	2 ( 14 252)(	50 000)
Sécurité publique	3 ( 216 398)(	)
Transport	4 ( 4 062 721)(	961 699)
Hygiène du milieu	5 ( )( )	)
Santé et bien-être	6 ( )( )	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 ( 30 097)(	)
Loisirs et culture	8 ( 157 674)(	)
Réseau d'électricité	9 ( )( )	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ( )( )	)
	11 ( 4 481 142)(	1 011 699)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>		
Acquisition	12 ( )( )	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>		
Émission ou acquisition	13 ( )( )	)
<b>Financement</b>		
Financement à long terme des activités d'investissement	14	
<b>Affectations</b>		
Activités de fonctionnement	15 1 022 557	195 060
Excédent accumulé		
Excédent de fonctionnement non affecté	16 690 984	65 772
Excédent de fonctionnement affecté	17	
Réserves financières et fonds réservés	18 60 260	
	19 1 773 801	260 832
	20 (2 707 341)	(750 867)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21 25 572	(25 574)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
	<b>2024</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Rémunération</b>			
Liée au programme Accès entreprise Québec	1		
Autre	2	1 158 471	964 510
<b>Charges sociales</b>			
Liées au programme Accès entreprise Québec	3		
Autres	4	304 700	211 291
<b>Biens et services</b>			
Services obtenus d'organismes municipaux			
Compensations pour services municipaux	5		
Ententes de services			
Services de transport collectif	6		
Autres services	7		
Autres biens et services	8	1 480 891	1 836 186
<b>Frais de financement</b>			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge			
De l'organisme municipal	9	61 356	29 092
D'autres organismes municipaux	10		
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	52 295	64 440
D'autres tiers	12		
Autres frais de financement	13		
<b>Contributions</b>			
Organismes municipaux			
Quotes-parts	14	301 929	298 214
Transferts	15		
Autres	16		
Autres			
Transferts	17	52 715	33 190
Autres	18		
<b>Amortissement</b>			
Immobilisations corporelles	19	493 723	493 191
Actifs incorporels achetés	20		
<b>Autres</b>			
▪ Mauvaise créances	21.1	5 000	15 619
	22	3 911 080	3 945 733

**Note**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	475 140
Excédent de fonctionnement affecté	2	250 000
Réserves financières et fonds réservés	3	464 984
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 10 722)( 13 921)
Financement des investissements en cours	5	20 578 (4 922)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 887 866 7 786 798
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8	13 087 846 10 516 024
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9	475 140
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	
	11	475 140
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Administration municipale		
▪ Budget exercice suivant	12.1	250 000
▪ Activités d'investissement	12.2	467 055
	13	250 000
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>		
▪	14.1	
	15	
	16	250 000
		1 147 497

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
■	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
■	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	439 740
Organismes contrôlés et partenariats	22	500 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	244
Organismes contrôlés et partenariats	26	244
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	25 000
Autres		
■	30.1	
	31	464 984
	32	464 984
		518 994

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)( )
Autres	37 (	)( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)( )
	39 (	)( )
Assainissement des sites contaminés	40 (	)( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)( )
Autres		
▪	43.1 (	)( )
	44 (	)( )
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)( )
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)( )
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)( )
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)( )
Autres		
▪	49.1 (	)( )
	50 (	)( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)( )
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)( )
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)( )
Autres		
▪ Transport	55.1 (	10 722)( 13 921)
	56 (	10 722)( 13 921)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	10 722)( 13 921)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	64	20 578
Investissements à financer	65	( )
	66	20 578
		(4 922)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	12 908 155
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72	12 908 155
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74	12 908 155
		8 933 603
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75	( )
Frais reportés liés à la dette à long terme	76	2 744 900)( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	1 713 889
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	10 722
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80	( )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81	1 020 289)( )
	82	( )
	83	11 887 866
		7 786 798

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2024	2023
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 (	)( )
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	)( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 (	)( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	)( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 (	)( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)( )
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	-	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 (	)( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
	52.1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	_____
Autres avantages sociaux futurs	54	_____

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2024	2023
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages  dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	)(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	)(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
<b>Charge de l'exercice excluant les intérêts</b>	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
<b>Charge de l'exercice</b>	86	
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice	92	
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>		
	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>		
REER collectif		

En vertu du règlement #148-2002, la municipalité a adhéré, en date du 1er janvier 2003, au REER collectif de la Fédération québécoise des municipalités et de l'Association des directeurs municipaux du Québec.

Les contributions des employés et employeurs varient en fonction des contrats de travail.

L'administrateur du régime est la Société Desjardins Sécurité Financière.

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	52 616
Autres régimes	115	54 276
	116	52 616
	117	54 276

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	1

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2021 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2024	2023
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	118	1 451
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM	119	4 664
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	2 756
	121	4 664
		2 756

**Note**

## **Renseignements financiers non audités**

**ANALYSE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Budget</b> <b>2024</b>	<b>Réalisations</b> <b>2024</b>	<b>Réalisations</b> <b>2023</b>
<b>TAXES</b>			
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 187 806	2 198 696
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	126 961	126 269
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7	6 675	6 973
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	2 321 442	2 331 938
			2 343 450
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12		
Égout	13		
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	323 657	326 923
Autres			
■	16.1		
Centres d'urgence 9-1-1	17	8 000	8 531
Service de la dette	18	15 575	15 575
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	347 232	351 029
			333 981
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	347 232	351 029
	27	2 668 674	2 682 967
			2 677 431

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>			
<b>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures			
	29		
Compensations pour les terres publiques			
	30	38 094	38 094
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
	34		
	35	38 094	38 094
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière			
	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière			
	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité			
	43		
Autres			
	44	27 238	27 166
	45	27 238	27 166
	46	65 332	65 260
			65 258

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>TRANSFERTS</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
Administration générale	47	5 000	4 413
<b>Sécurité publique</b>			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50		3 296
Sécurité civile	51		
Autres	52		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	53	390 000	479 078
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55	10 000	9 849
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		
Réseau de distribution de l'eau potable	64		
Traitement des eaux usées	65		
Réseaux d'égout	66		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		
Autres	74		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		
Rénovation urbaine	80		
Promotion et développement économique	81		
Autres	82		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	83		
Activités culturelles			
Bibliothèques	84		
Autres	85		
<b>Réseau d'électricité</b>	86	405 000	496 636
	87	434 918	

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
Administration générale			
Sécurité publique	88		66 162
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	94	2 575 239	659 131
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105		
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>TRANSFERTS (suite)</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	124		
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
<b>Réseau d'électricité</b>	127	157 674	
	128	2 732 913	725 293

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

***Non audité***

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	50 000	81 651	51 366
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	52 027	52 027	15 056
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	102 027	133 678	66 422
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<b>140</b>	<b>507 027</b>	<b>3 363 227</b>	<b>1 226 633</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>SERVICES RENDUS</b>			
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
<b>Administration générale</b>			
Greffé et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143	5 395	5 344
	144	5 395	5 158
<b>Sécurité publique</b>			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147	5 000	4 771
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	5 000	4 771
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155	5 200	1 716
	156	5 200	1 716
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>			
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
<b>Réseau d'électricité</b>	183		
	184	15 595	11 831
			15 767

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>			
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
<b>Administration générale</b>			
Greffé et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187		
	188		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191		
Sécurité civile	192		
Autres	193		
	194		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	195		
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202		
	203		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	204		
Réseau de distribution de l'eau potable	205		
Traitement des eaux usées	206		
Réseaux d'égout	207		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208		
Matières recyclables	209		
Autres	210		
Cours d'eau	211		
Protection de l'environnement	212		
Autres	213		
	214		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>			
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218		
	219		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	220		
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222		
Autres	223		
	224		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	225		
Activités culturelles			
Bibliothèques	226		
Autres	227		
	228		
<b>Réseau d'électricité</b>	229		
	230		
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	231	15 595	11 831
			15 767

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>			
Licences et permis	232	14 000	13 538
Droits de mutation immobilière	233	120 000	209 741
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236	134 000	223 279
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>			
	237	3 000	1 061
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
	238		
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>			
	239	116 630	127 032
<b>AUTRES REVENUS</b>			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(3 161)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		39 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247		
Redevances réglementaires	248		
Autres	249	7 000	7 059
	250	7 000	42 898
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>			
	251		6 000

**ANALYSE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité	Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>					
Conseil	1	184 168	181 960	181 960	160 147
Greffé et application de la loi	2	5 000	2 312	2 312	20 489
Gestion financière et administrative	3	740 023	665 126	53 302	718 428
Évaluation	4	100 597	100 600	100 600	81 700
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪ Assurance, quote-part MRC84547	6.1	103 451	114 010	114 010	77 296
	7	1 133 239	1 064 008	53 302	1 117 310
					1 177 672
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
Police	8	296 174	297 973	297 973	280 976
Sécurité incendie					
▪ Premiers répondants	9				
Autres	10	192 577	109 210	45 057	154 267
Sécurité civile	11	29 993	8 231		8 231
Autres	12				813
	13	518 744	415 414	45 057	460 471
					426 527
<b>TRANSPORT</b>					
Réseau routier					
▪ Voirie municipale	14	834 182	614 401	354 036	968 437
▪ Enlèvement de la neige	15	472 557	484 361		484 361
▪ Éclairage des rues	16	15 000	14 825		14 825
▪ Circulation et stationnement	17				15 335
Transport collectif					
▪ Transport en commun	18	11 441	11 441		11 441
▪ Transport aérien	19				7 937
▪ Transport par eau	20				
Autres	21	2 000			
	22	1 335 180	1 125 028	354 036	1 479 064
					1 489 508

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité	Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	131 472	135 525	9 092	144 617
Élimination	28	56 345	58 081	3 409	61 490
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	150 254	154 886	10 226	165 112
Tri et conditionnement	30	37 563	38 720		38 720
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	375 634	387 212	22 727	409 939
					350 878
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>					
Habitation					
Logement social	41				
Autres	42				
Sécurité du revenu	43				
Autres	44				
	45				

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité	Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	348 500	288 144	15 250	303 394
Rénovation urbaine					320 423
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49				
Tourisme	50				
Autres	51	27 614	27 614		27 614
Autres	52				5 166
	53	376 114	315 758	15 250	331 008
					325 589
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	32 100	28 857	2 819	31 676
Patinoires intérieures et extérieures	55	9 000	7 645		7 645
Piscines, plages et ports de plaisance	56				4 347
Parcs et terrains de jeux	57				430
Parcs régionaux	58	6 757	6 758		6 758
Expositions et foires	59				
Autres	60	8 161	8 160		8 160
	61	56 018	51 420	2 819	54 239
					59 242
Activités culturelles					
Centres communautaires	62				
Bibliothèques	63				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66	2 500	170		170
	67	2 500	170		170
	68	58 518	51 590	2 819	54 409
					59 582

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	69				
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dette à long terme					
Intérêts	70	113 651	93 532		93 532
Autres frais	71				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73				
	74	113 651	93 532		93 532
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMobilISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHEtÉS</b>					
	76		493 191 (	493 191)	



# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2024**

Canton de Harrington | 76065 |

# Table des matières

## Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

## Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

## **Autres renseignements financiers non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>Infrastructures</b>		
Conduites d'eau potable	1	
Usines de traitement de l'eau potable	2	
Usines et bassins d'épuration	3	
Conduites d'égout	4	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 528 336
Ponts, tunnels et viaducs	7	895 927
Systèmes d'éclairage des rues	8	
Aires de stationnement	9	
Parcs et terrains de jeux	10	
Autres infrastructures	11	
Réseau d'électricité	12	
<b>Bâtiments</b>		
Édifices administratifs	13	10 892
Édifices communautaires et récréatifs	14	157 674
Améliorations locatives	15	
<b>Véhicules</b>		
Véhicules de transport en commun	16	
Autres	17	784 240
Ameublement et équipement de bureau	18	50 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	
Terrains	20	
Autres	21	
	22	4 481 142
		1 011 699

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement		
Conduites d'eau potable	1	
Usines de traitement de l'eau potable	2	
Usines et bassins d'épuration	3	
Conduites d'égout	4	
Autres infrastructures	5	3 528 336
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)		
Conduites d'eau potable	6	
Usines de traitement de l'eau potable	7	
Usines et bassins d'épuration	8	
Conduites d'égout	9	
Autres infrastructures	10	
Autres immobilisations corporelles	11	952 806
	12	4 481 142
		115 772
		1 011 699

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	241 200	11 274	229 926
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	905 605	104 520	801 085
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	1 146 805	115 794	1 031 011
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 150 252	215 280	1 934 972
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13	2 150 252	215 280	1 934 972
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	(218 557)	2 526	(221 083)
	15	1 931 695	217 806	1 713 889
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	1 931 695	217 806	1 713 889
	19	3 078 500	333 600	2 744 900
Dette en cours de refinancement	20	( )	( )	( )
Reclassement / Redressement	21			
<b>Dette à long terme</b>	<b>22</b>	<b>3 078 500</b>	<b>333 600</b>	<b>2 744 900</b>

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité****Administration municipale**

Dette à long terme	1	2 744 900
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		5.1
▪		
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 934 972
Autres montants	9	(221 083)
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		11.1
▪		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	1 031 011
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>	13	
Endettement net à long terme	14	1 031 011
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	15	594 958
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	1 625 969
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 625 969
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>Administration générale</b>			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2	99 897	99 897
Autres	3	75 843	72 155
<b>Sécurité publique</b>			
Police	4		
Sécurité incendie	5	16 365	16 365
Sécurité civile	6	4 493	4 493
Autres	7		
<b>Transport</b>			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	11 441	11 411
Autres	10		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	1 783	1 783
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation	16		
Autres	17		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	49 579	49 579
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	27 613	27 614
Autres	21		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	22	14 915	14 917
Activités culturelles	23		
<b>Réseau d'électricité</b>	24		
	25	301 929	298 214
			272 089

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Rémunération</b>	1	15 020
<b>Charges sociales</b>	2	
<b>Biens et services</b>	3	4 481 142
<b>Frais de financement</b>	4	
<b>Autres</b>	5	
	6	4 481 142
		1 011 699

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	<b>Effectifs personnes/année<sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total<sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	6,00	35,00	7 877,00	*****	*****
Professionnels	2	0,00				
Cols blancs	3	4,00	35,00	5 403,00	*****	*****
Cols bleus	4	7,00	40,00	8 110,00	*****	*****
Policiers	5	0,00				
Pompiers	6	24,00	1,00	520,00	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	41,00		21 910,00	*****	*****
Élus	9	7,00		119 730	35 581	155 311
	10	48,00		*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement			
Transport en commun	1			
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2			
Réseau de distribution de l'eau potable	3			
Traitement des eaux usées	4			
Réseaux d'égout	5			
Autres	6	616 052	2 575 239	4 413
	7	616 052	2 575 239	4 413
				167 523
				3 363 227
				3 363 227

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

	2024	2023
<b>Administration générale</b>		
Greffé et application de la loi	1	
Évaluation	2	
Autres	3	11 798
	4	16 390
		16 390
		11 798
<b>Sécurité publique</b>		
Police	5	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	6	
Autres	7	
Sécurité civile	8	
Autres	9	
	10	
<b>Transport</b>		
Réseau routier		
Voirie municipale	11	68 375
Enlèvement de la neige	12	
Autres	13	
Transport collectif	14	
Autres	15	
	16	68 375
		79 604
<b>Hygiène du milieu</b>		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	
Réseau de distribution de l'eau potable	18	
Traitement des eaux usées	19	
Réseaux d'égout	20	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	21	8 767
Matières recyclables	22	
Autres	23	
Cours d'eau	24	
Protection de l'environnement	25	
Autres	26	
	27	8 767
		5 510
<b>Santé et bien-être</b>		
Habitation		
Logement social	28	
Autres	29	
Sécurité du revenu	30	
Autres	31	
	32	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	33	
Rénovation urbaine	34	
Promotion et développement économique	35	
Autres	36	
	37	
<b>Loisirs et culture</b>		
Activités récréatives	38	
Activités culturelles		
Bibliothèques	39	
Autres	40	
	41	
<b>Réseau d'électricité</b>	42	
	43	93 532
		96 912

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Gabrielle Parr	1.1	Maire	27 580	13 790	9 893
Chantal Scapino	1.2	Conseiller	8 143	4 071	
Julie James	1.3	Conseiller	8 143	4 071	
Daniel St-Onge	1.4	Conseiller	8 143	4 071	
Robert Dewar	1.5	Conseiller	8 143	4 071	
Richard Francoeur	1.6	Conseiller	8 143	4 071	
Gerry Clark	1.7	Maire suppléant	11 106	5 553	

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité****OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 \_\_\_\_\_ \$ 500 000 \$

**Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2  

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 \_\_\_\_\_ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4  

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 5 : Crédances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 6 : Crédances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 24 : Libres

20 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \_\_\_\_\_ \$

Montant des pardons de prêts constatés

23 \_\_\_\_\_ \$

Solde cumulatif au début de l'exercice

24 \_\_\_\_\_ \$

Constatés au cours de l'exercice

25 \_\_\_\_\_ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	\$
Ligne 24 : Libres	41	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	\$

**Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 \_\_\_\_\_ \$ 14 564 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 \_\_\_\_\_ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 \_\_\_\_\_ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 \_\_\_\_\_ \$

- b) autres formes d'aide

62 \_\_\_\_\_ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?  
 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?  
 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024  
 67 \_\_\_\_\_ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024  
 Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024  
 68 \_\_\_\_\_ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD  
 69 \_\_\_\_\_ 389 760 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver  
 70 \_\_\_\_\_ 129 920 \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été
    - Systèmes de sécurité  
 71 \_\_\_\_\_ 2 991 \$
    - Chaussées pavées - entretien préventif  
 72 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées pavées - entretien palliatif  
 73 \_\_\_\_\_ 7 334 \$
    - Chaussées en gravier - entretien préventif  
 74 \_\_\_\_\_ 51 934 \$
    - Chaussées en gravier - entretien palliatif  
 75 \_\_\_\_\_ 11 641 \$
    - Systèmes de drainage  
 76 \_\_\_\_\_ 2 403 \$
    - Abords de routes  
 77 \_\_\_\_\_ 3 329 \$
    - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été  
 78 \_\_\_\_\_ 79 632 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver  
 79 \_\_\_\_\_ \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été  
 80 \_\_\_\_\_ 180 208 \$
- c) Total des frais encourus admissibles  
 81 \_\_\_\_\_ 389 760 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relativs à l'entretien d'hiver :
  - Relativs à l'entretien d'été :

Achat d'une excavatrice

- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 2025-03-R066

b) Date d'adoption de la résolution

83 2025-03-31

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 2019-10-R242

b) Date d'adoption de la résolution

86 2019-10-07

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

*Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 \_\_\_\_\_

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 \_\_\_\_\_

*Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année*

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 \_\_\_\_\_

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 \_\_\_\_\_

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 \_\_\_\_\_

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 \_\_\_\_\_

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 \_\_\_\_\_

*Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 \_\_\_\_\_

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 \_\_\_\_\_

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Règlement*

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

**La question 16 s'applique aux MRC seulement**



**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité****OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

**Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

**La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

**Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**



## ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-16

Nom du signataire : Steve Deschênes

Fonction du signataire : Directeur général et greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : 2025-06-17

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-17 15:42



# Sommaire de l'information financière

**Exercice terminé le 31 décembre 2024**

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Canton de Harrington | 76065 |

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024		2023
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>			
Fonctionnement	1	3 517 258	3 784 642
Investissement	2	2 732 913	725 293
	3	3 517 258	6 517 555
<b>Charges</b>	4	3 911 080	3 945 733
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	5	(393 822)	2 571 822
Moins : revenus d'investissement	6	( )	2 732 913)(
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(393 822)	(161 091)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>			
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	493 191	411 962
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	104 520)(	115 770)(
Remboursement de la dette à long terme	10	( )	118 359)
Affectations			
Activités d'investissement	11	182 100)(	1 022 557)(
Excédent (déficit) accumulé	12	680 442	674 192
Autres éléments de conciliation	13	13 399	673 750
	14	393 822	42 455
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	(118 636)	416 596

*Extrait du rapport financier, pages S12 et S13*

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>Actifs financiers</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 171 253
Débiteurs	2	3 406 794
Prêts	3	
Placements de portefeuille	4	
Autres	5	
	6	5 578 047
		5 201 205
<b>Passifs</b>		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7	
Emprunts temporaires	8	
Créditeurs et charges à payer	9	469 821
Revenus reportés	10	2 228 199
Dette à long terme	11	2 744 900
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres	13	
	14	5 442 920
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	<b>15</b>	<b>135 127</b>
		1 546 885
<b>Actifs non financiers</b>		
Immobilisations corporelles	16	12 908 155
Autres	17	44 564
	18	12 952 719
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	<b>19</b>	<b>13 087 846</b>
		10 516 024

*Extrait du rapport financier, page S8*

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	475 140
Excédent de fonctionnement affecté		
▪ Budget exercice suivant	2.1	250 000
▪ Activités d'investissement	2.2	467 055
	3	250 000
		1 147 497
Réserves financières		
▪	4.1	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	5	439 740
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	244
Fonds local d'investissement	7	
Fonds local de solidarité	8	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	25 000
Autres		
▪	10.1	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	( 10 722)(
Financement des investissements en cours	12	20 578
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	11 887 866
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14	
	15	13 087 846
		10 516 024

*Extrait du rapport financier, page S23*

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	<b>2024</b>
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1 1 031 011
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2 1 625 969
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>	

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal		
Emprunts refinancés par anticipation	3	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5 801 085	905 605
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6 229 926	241 200
Dette à long terme à la charge des tiers		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7 1 934 972	2 150 252
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8	
Autres	9 (221 083)	(218 557)
Dette en cours de refinancement / Reclassement /		
Redressement	10	
	11 2 744 900	3 078 500

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023	
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Fonctionnement</b>			
Taxes	12 2 668 674	2 682 967	2 677 431
Compensations tenant lieu de taxes	13 65 332	65 260	65 258
Quotes-parts	14		
Transferts	15 507 027	630 314	501 340
Services rendus	16 15 595	11 831	15 767
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17 137 000	224 340	167 713
Autres	18 123 630	169 930	143 462
	19 3 517 258	3 784 642	3 570 971
<b>Investissement</b>			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22 2 732 913		725 293
Autres	23		
	24 2 732 913		725 293
	25 3 517 258	6 517 555	4 296 264

*Extrait du rapport financier, page S12*

**SOMMAIRE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
Administration générale	1	1 133 239	1 064 008	53 302	1 117 310
Sécurité publique					1 177 672
Police	2	296 174	297 973		297 973
Sécurité incendie	3	192 577	109 210	45 057	154 267
Autres	4	29 993	8 231		8 231
Transport					813
Réseau routier	5	1 321 739	1 113 587	354 036	1 467 623
Transport collectif	6	11 441	11 441		11 441
Autres	7	2 000			7 937
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8				
Matières résiduelles	9	375 634	387 212	22 727	409 939
Autres	10				350 878
Santé et bien-être	11				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	348 500	288 144	15 250	303 394
Promotion et développement économique	13	27 614	27 614		27 614
Autres	14				5 166
Loisirs et culture	15	58 518	51 590	2 819	54 409
Réseau d'électricité	16				59 582
Frais de financement	17	113 651	93 532		93 532
Effet net des opérations de restructuration	18				96 912
	19	3 911 080	3 452 542	493 191	3 945 733
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		493 191 (	493 191)	
	21	3 911 080	3 945 733		3 926 668

Extrait du rapport financier, page S28

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	2 732 913
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	4 481 142)(
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)( )
Financement à long terme des activités d'investissement	4	
Affectations		
Activités de fonctionnement	5	1 022 557
Excédent accumulé	6	751 244
	7	(2 707 341)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	25 572
		(750 867)
		(25 574)

*Extrait du rapport financier, page S14*